

L'AGRICULTURE DE PLANTATION ET LE DEVELOPPEMENT DU KIVU D'ALTITUDE

Recherche sur les hautes terres d'Afrique centrale, (Travaux et documents de géographie tropicale, CEGET 1981 n°42)

1. Contraintes et potentialités du milieu naturel

Le Kivu doit d'abord sa forte personnalité géographique au relief. Adossé à la frontière orientale du Zaïre, il forme un trottoir de hautes terres de direction méridienne. Assez étendu en latitude (650 km du 1^{er} degré de lat. N au 5^e degré de lat. S.), il est beaucoup plus réduit en longitude: une centaine de km dans sa plus grande largeur de part et d'autre du 29° E. Son architecture d'ensemble paraît simple; elle dérive de la vigoureuse organisation du grand *rift* occidental: à l'ouest, une dorsale montagneuse de 1500 à 3500 m constitue le rebord d'un fossé paradoxal où se succèdent quatre lacs, étagés de 625 à 1460 m, trois plaines et les deux massifs montagneux les plus élevés: chaîne des Virunga (point culminant le Karisimbi, 4507 m) et l'étonnant massif du Ruwenzori (5119 m au pic Marguerite). Dans le détail, la clarté de ces lignes verticales s'estompe devant la complexité d'un relief fortement morcelé avec une grande variété de formes. On distingue généralement trois ensembles topographiques d'altitudes différentes :

L'étage le plus étendu et le plus important du point de vue de l'occupation humaine est compris entre 1500 et 2500 m. Ses collines aux sommets presque plats, aux pentes convexes et relativement abruptes, dominent des fonds de vallées complètement horizontaux et souvent marécageux. La raideur des versants s'accroît avec l'abaissement du niveau de base. Elle est peu sensible autour du lac Kivu, mais considérable au nord où les dômes du triangle Nande dominent le lac Édouard de près de 1000 m. Les sommets de collines correspondent à d'anciennes surfaces disséquées par l'érosion. Bien qu'il n'y soit pas exclusif, ce modelé caractérise bien l'étage de moyenne altitude dont il constitue le site humain privilégié.

Au-dessous de 1500 m, contre la frontière, on trouve un fossé continu de lacs et de dépressions, encastrés dans l'étage précédent. De part et d'autre de l'axe des Virunga (ligne de partage des eaux Atlantique-Méditerranée) : au sud, le lac Kivu (1460 m) directement serti dans les montagnes envoie ses eaux par la Ruzizi vers le Tanganyika (770 m) ; du côté nilotique, le lac Édouard (920 m) entouré de la plaine de la Rwindi (au sud) et de la Semliki (au nord) précède le lac Albert (au-delà des limites du Kivu). Au-dessus de 2500 m, l'étage de haute montagne compte un plateau (l'Itombwe, à l'ouest du Tanganyika) et les deux massifs isolés déjà cités des Virunga et du Ruwenzori.

Au sommet d'un vaste bombement étendu du Lualaba au lac Victoria, le Kivu est surtout un résultat de la tectonique de failles. Les mouvements de fracture ont suivi deux orientations, SSW-ENE (dite *albertienne*) au nord et NNW-SSE (dite *tanganyikienne*) au sud, sécantes au niveau du bassin du Kivu, disloqué par un réseau de failles radiales en forme de croix de Saint-André. Au centre du graben, le petit *horst* dissymétrique d'Idjwi annonce celui, grandiose, du Ruwenzori : entre le fossé de la Semliki et celui du petit lac George, un bloc compact a été porté à une altitude proche de 6000 m.

L'importance des mouvements de dislocation a entraîné d'énormes épanchements volcaniques. Une première phase d'éruptions a recouvert la région située à l'ouest du lac Kivu. Le nord a été affecté plus tardivement, mais l'activité se poursuit aujourd'hui: un énorme bourrelet WSW-ENE s'est formé au Pléistocène sur lequel

des phases ultérieures ont édifié les cônes des Virunga¹. Les eaux du Kivu, qui s'écoulaient autrefois vers le nord, se sont accumulées derrière le barrage volcanique avant de trouver un nouveau déversoir vers la Ruzizi et le Tanganyika.

Les modelés actuels sont le résultat des mouvements de surrection, ainsi que des variations de niveau des lacs. Le relèvement général de la région a permis le façonnement du relief de collines, en partie ennoyé dans le cas du Kivu par la formation du lac, sans compter une récente reprise d'érosion liée à la baisse des eaux après le creusement de la gorge de raccordement vers le sud. Dans les plaines adjacentes aux lacs, plusieurs niveaux de terrasses ont été formés.

Le Kivu compte une gamme de sols assez variés et généralement fertiles. Les meilleurs sont l'œuvre du volcanisme: épanchements de basaltes à olivines au sud-ouest du lac, donnant des argiles de décomposition très appréciées; près de Rutshuru, le substratum alluvial a été enrichi par des transports éoliens de cendres des Virunga. Malheureusement, de nombreux sols ont été détériorés par de mauvaises pratiques culturales, facilitant l'action de l'érosion.

En ce qui concerne le climat, le Kivu bénéficie d'abord des effets adoucissants de l'altitude sur les températures: à 1460 m, le niveau du lac correspond à l'isotherme moyenne annuelle de 20°. Vers 2200 m, celle de 15° marque la limite extrême des cultures. Les pluies augmentent régulièrement jusqu'à 2500 m. Le total annuel au Kivu varie de 1300 à 2100 mm suivant la situation géographique: en latitude, la région appartient toute entière à la zone équatoriale, mais il n'en partage pas toutes les caractéristiques et subit, du fait de sa position en longitude, l'influence de l'Afrique orientale et de l'océan Indien. Cette place intermédiaire est attestée par les totaux pluviométriques.

MOYENNES PLUVIOMETRIQUES LE LONG DE L'ÉQUATEUR

Station	Latitude	Altitude	Précipitations
Boende (cuvette centrale)	0°12' LS	400 m	2160 mm
Eldoret (Kenya)	0°32' LN	2094 m	1025 mm
Lubero (Kivu)	0°10' LS	1950 m	1565 mm

Le contraste avec la situation zonale aurait été encore plus net si Lubero n'avait bénéficié de la recrudescence des pluies liée à l'altitude: des terres moins élevées auraient reçu des précipitations beaucoup moins importantes, comparables à celles du Rwanda oriental. De plus, la régularité équatoriale s'atténue rapidement quand la latitude augmente: par 2°30' S., Bukavu subit déjà une saison sèche d'environ 3 mois, beaucoup plus préjudiciable aux cultures que l'abaissement du total des pluies. Enfin, certains rivages sont influencés par les contrastes d'exposition à l'alizé du sud-est (côte ouest du lac Kivu), ou par ses changements d'altitude (effet de fœhn sur le sud du lac).

Au plan agricole, deux classements majeurs peuvent être retenus: le premier découle des conditions thermiques, et partage le Kivu en deux étages d'altitude :

- moyenne altitude de 1400 à 1850 m, symbolisée par la station agronomique de Mulungu (1700 m, moyenne annuelle 20.4°, amplitude 11°), où l'on peut cultiver la plupart des plantes vivrières du système traditionnel, le café arabica et le quinquina ;
- haute altitude, de 1850 à 2200 m, représentée par la station de Tshibinda (immédiatement au-dessus de la précédente, à 2070 m (moyenne annuelle

¹ Les deux volcans de l'ouest ont connu deux phases d'éruptions récentes: Niyamulagira en 1971 et Nyiragongo en 1976. Ce dernier possédait en outre un lac de lave en fusion presque unique au monde.

17,10, amplitude 11°). On y récolte les légumes européens, la pomme de terre, le pyrèthre, le blé, le thé et la plupart des plantes à essence ou à parfum.

La seconde division découle de la position en latitude qui détermine la durée de la saison sèche. Elle sépare le Kivu de part et d'autre du 2° LS. Au nord, l'interruption des pluies est partielle et inférieure à deux mois. Elle a peu d'effet sur la vie agricole puisque aucun mois ne reçoit moins de 80 mm. Par contre, au sud, la grande saison sèche entraîne un arrêt de la plupart des travaux (notamment de la récolte de thé) de la fin de juin au début de septembre.

Non content d'exploiter les contrastes du relief, le climat introduit les siens. Malgré les potentialités qu'elle apporte, la variété des conditions climatiques n'a pas facilité la mise en valeur. Il a fallu de longues recherches pour parvenir à une connaissance convenable du milieu naturel, et la mise en valeur agricole en a été retardée d'autant.

La superposition des divisions du relief et du climat découpe la région en une multitude de petites unités aux possibilités variables: leur cloisonnement et la difficulté d'entrer en relation avec l'extérieur multiplient les obstacles à la création d'une économie d'échanges. Au demeurant, le Kivu est loin d'être dépourvu de potentialités, même si elles ne sont pas faciles à développer : aux bons sols agricoles, aux vastes pâturages, s'ajoutent le méthane du lac, l'hydroélectricité, les forêts, la pêche, le tourisme. De fructueuses relations complémentaires peuvent s'établir avec l'environnement tropical tout proche (plaines de la Ruzizi et de la Semliki, Maniéma).

2. La civilisation agraire traditionnelle

Dans un milieu physique aussi fortement contrasté, il n'est pas étonnant de constater une implantation très sélective du peuplement. La majorité des 2500000 habitants que comptait en 1970 le Kivu est établie entre 1200 et 2200 m, sur un espace assez réduit de 25000 km² (soit une densité au moins égale à 80 h/km² pour cette surface). Dispersée en «*chogo*²» au sud, artificiellement regroupée en villages par la colonisation au nord, cette population marque une nette prédilection pour les sommets de collines supérieurs à 1200 m. Les plus hautes densités de population (256 h/km² dès 1959 sur la colline de Bushumba près de Bukavu) correspondent exactement aux altitudes moyennes des sommets de collines. Au Sud-Kivu, les Bashi occupent des gradins de faille, des bords du lac (1460 m à 1850-1900 m, limite écologique du bananier à bière, qu'ils ne semblent pas vouloir dépasser; au sud-ouest du lac, la violence des vents impose une limite inférieure fidèlement suivie par les Bahavu, cousins des Bashi, ce qui tend à confirmer la corrélation. Dans le nord-Kivu, les Banande ont dû s'accommoder d'une altitude moyenne des sommets de colline sensiblement plus élevée (1750-1800 m). L'association habitat/bananier n'a été possible que pour une minorité de résidents. La croissance démographique et l'exiguïté des pentes au-dessous de 1700 m ont imposé un mouvement ascendant qui s'est arrêté vers 2200 m : la croissance de la végétation est trop lente au-delà.

Ailleurs, la concentration du peuplement est moins nette et les régions sont moins accidentées: à Rutshuru, les Banyabwisha occupent la plus grande partie d'un plateau ondulé entre 1850 m (au sud, au pied des Virunga) et 1200 m (à l'ouest et au nord, le long du Parc National). Avant la période coloniale, aucun groupe ne paraît s'être risqué au-dessous de 1200 m où sévit la trypanosomiase. Actuellement, seule la plaine de la Ruzizi où la maladie a été éliminée, offre l'exemple d'une implantation appréciable : 133000h sur 3150 km² soit 42 h/km² .

Cependant, les sommets de collines compris entre 1200 et 2200 m sont loin d'être tous occupés: la carte révèle un peuplement en noyaux, séparés par de vastes

² *Equivalent du rugo du Rwanda.*

espaces à peu près vides. Au sud, les Bashi et les Bahavu forment un bloc assez compact de 770000 h (en 1970) où l'on trouve les plus fortes densités rurales du Zaïre: 144 h/km² dans la chefferie de Ngweshe, 135 dans celle de Kabare. Le noyau du nord-est d'une taille comparable: 700000 h dans le triangle du Bunande entre Beni et Lubero. Au centre-nord, le Masisi et le Bwisha (Rutshuru) forment deux concentrations secondaires. Mais malgré l'importance de ses hautes terres, le plateau de l'Itombwe, à l'ouest du Tanganyika, est resté vide. De même, les habitants du Kivu s'entassent sur le versant oriental, laissant inoccupés des espaces considérables du côté ouest. Enfin, dans la partie la plus peuplée, subsistent des zones intercalaires sous-utilisées.

Le système d'expansion pratiqué peut expliquer ce faible dynamisme spatial: les noyaux de peuplement semblent s'être élargis en *tache d'huile* avec la volonté de maintenir une relation continue avec le centre. Partis du lac, les Bahavu ont buté sur une ligne de hauteurs abruptes, au-dessus de la limite écologique du bananier. Apparemment pour ne pas se couper de leur terroir d'origine, ils se sont entassés sur place plutôt que d'aller défricher de l'autre côté de la dorsale. Au contraire, l'extension des Bashi vers l'ouest semble avoir été servie par un accès facile à l'autre versant (abaissement de la ligne de crête à 1950 m près de Kabare, en deçà des limites du bananier, ce qui permettait de maintenir un peuplement continu). Le relief et l'enracinement des populations ont ainsi créé un système de capitalisation sur place des excédents démographiques, qui peut contribuer à expliquer le haut niveau de densité atteint localement et l'importance des superficies restées vides jusqu'à une époque récente.

Comme au Rwanda-Burundi, et suivant Pierre Gourou³, les fortes densités et les contrastes sont liés à l'organisation sociale nilo-hamite, qui a eu un effet décisif en fixant la population par des liens étroits (contrats liés au bétail) et en assurant une relative stabilité politique, donc la capitalisation des excédents démographiques, tout ceci n'étant évidemment possible qu'au-dessus de la limite de la trypanosomiase (vers 1200 m). En effet, le peuplement du Kivu est venu de l'est, ce qui peut expliquer la situation géographique des noyaux en face des points de passage les plus commodes: Bushi au sud du lac Kivu, Bunande au nord du lac Édouard. La région a également été affectée par les invasions nilo-hamites. Mais l'apport numérique a été beaucoup plus faible, et il n'y a pas de peuple ou de groupe social ayant conservé sa spécificité comme au Rwanda-Burundi. Le type d'organisation sociale est cependant comparable. L'ensemble de la paysannerie est lié par des contrats fonciers très stables (*kalinzi* au Bushi) avec bétail au sud, mais parfois sans: chez les Bashu au nord, le système paraît avoir survécu à son facteur d'organisation fondamental, l'élevage. Contrairement aux habitants du Rwanda-Burundi, ceux du Kivu n'ont pas encore eu le temps de prendre possession de l'ensemble de leur terroir par coalescence des noyaux primitifs.

La variété des systèmes de production traditionnels ne permet pas de les décrire tous. Les études réalisées par l'INÉAC⁴ de 1950 à 1960 au sud-Kivu, ont abouti à l'inventaire complet d'un terroir-type, la colline de Bushumba⁵ représentative des systèmes agricoles pratiqués au Bushi. Si les informations obtenues ne sont pas généralisables au niveau du Kivu tout entier, elles permettent au moins de situer les problèmes des deux tiers des habitants résidant dans les zones les plus peuplées.

³ cf. *La densité de la population au Ruanda-Urundi, esquisse d'une étude géographique; Bruxelles, 1953.*

⁴ *Institut National pour l'Étude Agronomique au Congo, aujourd'hui INERA (Institut National d'Étude et de Recherche Agronomique).*

⁵ cf. *Hecq, Lefebvre, Verduyck et Van Wambeke. Agriculture et structures économiques d'une société traditionnelle au Kivu, Bruxelles, publication de l'INÉAC, 1963, 230 p.*

En dessous de l'aristocratie des *Bami* (singulier *mwami*) et des notables, la population agricole se divise en deux grandes catégories sociales: les tenanciers libres ou *bashamuka* (44 % du total avec leurs familles) et les clients, *bambali* ou *baganda*. L'exploitation moyenne (9,2 résidents) compte une famille de chaque groupe, souvent apparentées (dans les deux tiers des cas). Au plan foncier, on cultive surtout le sommet des collines aux sols fertiles dérivés du basalte. C'est là que se trouvent les parcelles principales (1,22 ha sur 1,48 soit 82 %) obtenues par un contrat foncier héréditaire dit *kalinzi*. Les autres parcelles sont dispersées sur le reste du terroir et occupées à titre précaire, onéreux ou gratuit. La colonisation a notamment imposé une culture de soudure en bas-fond après les famines de 1943-44 au Rwanda: l'acquisition de ce champ est matérialisée par un contrat de un à deux ans dit *bwigwarhire*. De plus en plus souvent, la concession de terre par les notables ou les Bami se rapproche d'un achat ou *bugule*.

Le système de cultures est centré sur le bananier à bière, qui se trouve dans des conditions écologiques très favorables et couvre plus de la moitié (53 %) de l'exploitation. Sur des terres *kalinzi*, à proximité immédiate de l'habitation, la bananeraie a des fonctions multiples: marque concrète d'appropriation, source principale de revenu monétaire ou quasi-monétaire, aliment de secours en cas de famine, etc... Presque toutes les exploitations (98,4 %) ont des bananiers. Les cultures annuelles sont pratiquées sur le reste du *kalinzi* et sur les autres parcelles, suivant deux associations fondamentales: haricots-maïs-sorgho (ce dernier pour la bière), et haricots-maïs-manioc, qui ont une productivité supérieure (de 25 à 50 % en unités de surface-temps) aux plantations pures; le haricot produit autant en association que lorsqu'il est isolé et la croissance du manioc en altitude est trop lente (deux ans et demi, parfois plus), pour qu'il soit intéressant d'immobiliser un champ pour lui seul. Le système a le double avantage d'économiser du travail et de la surface, ce qui autorise des densités plus élevées. En outre, la fertilité du sol permet de courtes jachères.

En dehors de son importance sociale signalée plus haut, l'élevage bénéficie de conditions naturelles particulièrement favorables: salubrité du climat, qualité des pâturages, sans oublier l'intérêt des bas-fonds en saison sèche. Moins de la moitié des exploitants (45 %) ont du gros bétail (2,69 têtes en moyenne soit 1,21 pour chaque exploitation). Le nombre de bêtes pour 1000 hab. (132) est moins élevé qu'au Rwanda-Burundi (250), mais la densité du cheptel est plus forte à Bushumba (39 têtes par km² au lieu de 22). La colline se trouve nettement en position de surpâturage (2,8 UBT/ha pour un optimum de 1,7).

A l'exception de l'élevage, peu productif, le système tire assez bien parti du milieu qui l'entoure. S'il est favorisé par la fertilité du sol, qui permet de courtes jachères, le système doit son efficacité à une utilisation ingénieuse des associations et du calendrier cultural, ce qui permet de récolter pendant presque toute l'année. Cependant, la productivité par travailleur reste faible, et un seul biotope est réellement utilisé (le sommet de la colline).

La production suffit généralement aux besoins: elle fournit 3300 calories/jour par unité, sans compter la bière de banane⁶, pour des besoins estimés à 3500 calories/jour, compte tenu du froid et du mauvais état sanitaire de la population. En 1960, la minorité d'exploitations, qui consommait plus qu'elle ne produisait (25 %) pendant plus de la moitié de l'année, disposait d'un revenu externe. Un surplus appréciable (2800 litres de bière) est produit par la bananeraie; il sert à acquitter différents services et obligations sociales et procure même un petit revenu monétaire.

⁶ Les adultes en consomment en moyenne 2.3 litres/jour soit 650 calories.

Enfin, le fonctionnement du système repose avant tout sur la force de travail des femmes qui assurent 83% des travaux agricoles : 78% d'entre elles accomplissent plus de 30 h/semaine, sans compter leurs autres obligations.

Les structures sociales apportées par les invasions nilo-hamites, créatrices de fortes densités, ne peuvent se dissocier des pratiques agricoles qui les ont rendues possibles. Malgré la mise en place d'embryons d'États, le Kivu n'a pas dépassé un niveau de civilisation exclusivement agraire, fortement enraciné dans le sol par une organisation foncière élaborée, mais dépourvu de dynamisme spatial.

3. Formation et évolution des plantations européennes

Les hasards du découpage colonial ont placé le Kivu à l'extrémité d'une colonie tournée vers l'Atlantique, alors qu'il appartient géographiquement à l'Afrique orientale et se trouve plus proche de l'océan indien. Aucune ressource importante n'étant venue compenser cet isolement, la région n'a pas suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux coloniaux. La première guerre mondiale, qui a fait connaître la douceur de son climat, et des initiatives privées ont orienté le pays vers la colonisation de peuplement. Le gouvernement belge s'y est rallié sans grand enthousiasme. Soucieux de ne pas indisposer les grandes sociétés de la colonie (hostiles à l'implantation d'une population blanche indépendante qui pourrait tenter de faire prévaloir d'autres intérêts que les leurs), il a maintenu l'opération dans des limites étroites et ne lui a jamais accordé beaucoup de moyens financiers. Malgré ses faibles ressources et en dépit des conditions physiques, le petit groupe d'agriculteurs immigrés est parvenu à créer au Kivu une économie d'échanges, encore étriquée et fragile mais prospère et à mettre en valeur une grande partie des hautes terres.

Arrivés après 1920, les premiers agriculteurs européens se sont dirigés vers l'étage de moyenne altitude, où se trouvait la main d'œuvre africaine et les seules voies de communication existantes, notamment le lac Kivu. Ils sont généralement parvenus à s'établir dans les faibles espaces laissés libres par l'agriculture villageoise : jachères de longue durée et surtout bas-fonds. Ils ont même pu occuper, au sud de Rutshuru, d'excellents sols de cendrée volcanique en bordure du Bwisha. Mais à partir de 1930, les places étant prises, il devient impossible de trouver simultanément terre et main d'œuvre. L'agriculture européenne doit alors s'insérer en force dans un tissu agraire très dense, ou se diriger vers les régions éloignées du versant occidental, où il n'y a ni main-d'œuvre, ni infrastructure. Le CNKi, compagnie à charte dépositaire des droits fonciers de l'État, chargée de délimiter et de vendre les concessions agricoles), opte d'abord pour la première méthode: les conflits fonciers se multiplient, d'autant plus que la monoculture de l'arabica bloque la colonisation européenne sur le même étage que les autochtones.

Après la deuxième guerre mondiale, les difficultés des pays voisins mettent en évidence les graves conséquences d'une mauvaise répartition foncière; le gouvernement colonial déclare saturées (donc impropres à la colonisation) les parties les plus peuplées du terroir traditionnel. Grâce aux cultures nouvelles (thé, géranium, pyrèthre) et à l'élevage, l'agriculture européenne est alors en mesure de s'établir sur l'étage de haute altitude, encore vide sauf au nord. Un environnement économique plus favorable et l'afflux des candidats décident le CNKi à ouvrir des régions plus éloignées, potentiellement plus riches que les quelques zones intercalaires où s'est cantonnée la colonisation jusqu'à cette date. Dans les années 1950, des exploitations s'ouvrent sur tout le versant occidental : Mwenga, ouest de Kalehe, et surtout Masisi, où les marais des lacs Mokotos récoltent le meilleur thé du Kivu. L'agriculture coloniale dépasse même son aire climatique en s'introduisant dans les plaines boisées de Beni, au-dessous de 1000 m. Ce développement rapide, qui a fait passer la superficie concédée aux Européens de 50000 à 160000 ha de 1945 à 1960, a été réalisé à l'écart des noyaux de peuplement africain, donc sans conflits fonciers majeurs, contrairement à la période précédente où le

malthusianisme du CNKi et la monoculture de l'arabica avaient artificiellement créé une pénurie foncière .

Au début de 1957, on trouve 764 colons agricoles sur 123000 ha concédés, dont 56000 sont aménagés ou cultivés. Compte tenu de l'augmentation des moyennes provoquée par l'inclusion des élevages, la plupart des planteurs disposent d'une concession d'environ 100 ha, utilisée à un peu plus de 50 %. Quelques *grands colons* possèdent ou utilisent des superficies plus importantes de 200 à 500 ha, mais ils sont peu nombreux (10 à 20). L'exploitation familiale, au sens colonial du terme, est largement prépondérante: on ne trouve pratiquement pas d'employé européen de colon en milieu agricole.

En 1958, les plantations emploient 85000 ouvriers africains, soit environ une centaine de travailleurs par exploitation et près de 2 manœuvres par ha. La nature des cultures (thé, café arabica, pyrèthre), les méthodes intensives pratiquées, la faiblesse des moyens mécaniques, expliquent ce taux d'emploi élevé. Après de nombreuses difficultés, aggravées par des pratiques autoritaires, le problème du recrutement paraît résolu en 1960. Depuis l'abolition du travail forcé (en théorie en 1949, en pratique en 1953) et surtout la forte revalorisation de la journée de travail (de 3,75 FB en 1952 à 20 FB en 1960), on trouve assez facilement des travailleurs. En outre, les progrès de l'économie d'échanges ont rendu plus attractive la possession d'un revenu monétaire, même limité.

Malgré le développement des autres produits, la caféiculture reste prépondérante: les plantations européennes produisent 6000 t d'arabica en 1960 sur 12200 ha avec un rendement proche de 500 kg/ha, ce qui n'est pas beaucoup. En effet, la culture du café est en perte de vitesse : une partie des plantations sont trop petites pour pouvoir être modernisées, ou déjà trop âgées. Le groupe d'exploitants qui obtient de 1 à 2 t/ha dans la presqu'île de Bobandana ne compense pas les contre-performances des petites plantations (parfois moins de 20 ha) établies au cours de l'entre-deux-guerres sur les rives sud-ouest du lac ou dans le Ngweshe. En deuxième position, le thé progresse rapidement: 4700 ha en rapport produisent, en 1959, 3600 t de thé sec, soit un rendement encore faible de 770 kg/ha qui s'explique par la jeunesse des plantations. Après quelques difficultés, le thé du Kivu commence à s'imposer sur les marchés internationaux et trouve preneur aux enchères réputées de Londres. L'état des cultures secondaires est assez variable: le quinquina et le pyrèthre, qui avaient connu un développement très rapide au cours de la deuxième guerre mondiale, subissent au cours des années 1950 la concurrence des produits de synthèse. En 1959, on récolte 107 t de fleurs séchées de pyrèthre au lieu de 2000 t en 1947. Quant à la superficie plantée en quinquina, elle est tombée de 12000 ha en 1950 à 2600 ha en 1959. Par contre, quelques agriculteurs ont obtenu des succès remarquables dans le secteur des plantes à essence (géranium rosat, eucalyptus) ou médicinales (digitalis, belladone). Enfin, les qualités herbagères du Kivu suscitent les plus grands espoirs: les éleveurs de la région de Masisi obtiennent de la viande et surtout des produits laitiers de qualité. Ils attendent la mise en place d'une structure d'exportation pour travailler à grande échelle.

A la fin de la période coloniale, l'agriculture européenne est le principal secteur productif du Kivu. Les planteurs et leur famille représentent près de la moitié de la population européenne de la province. Leur main d'œuvre compte pour 18 % des adultes masculins valides; la proportion réelle doit être voisine de 30% dans la partie du Kivu d'altitude où les plantations sont les plus nombreuses.

Cependant, cette importance au Kivu ne doit pas masquer un avenir déjà problématique : l'agriculture européenne est un phénomène social, de plus en plus mal ajusté aux conditions économiques. L'option des années 1920 en faveur du peuplement blanc repose essentiellement sur la découverte d'un climat approprié.

Aucune opportunité particulière ne se dégage en faveur de la petite colonisation agricole, de préférence à l'exploitation pratiquée par les grandes sociétés dans le reste du Congo. Elle a seulement, et c'est beaucoup, eu le mérite de faire démarrer une région négligée et d'y attirer quelques capitaux qui ne seraient jamais venus autrement.

A partir de 1955, le succès est assez grand pour entraîner un revirement des grands intérêts coloniaux qui commencent à se tourner vers le Kivu. Les sociétés établies de longue date relancent des activités en sommeil, et on voit apparaître des firmes de dimension internationale: *Unilever* (HCB), *Böhringer* (*Pharmakina*) et une association de sucriers belges (SUCRAF). C'est un nouveau type d'organisation agricole, indifférent au climat, grand consommateur d'espace et demandant un encadrement européen réduit et non enraciné, qui apparaît dans la région. En face de lui, le planteur européen, déjà sous-dimensionné par rapport à ses confrères du Kenya ou de Rhodésie du sud, ne fait pas le poids.

A l'autre extrémité de l'éventail économique, les petits planteurs africains exercent une concurrence croissante; leurs parcelles d'arabica de 0,1 à 0,2 ha, bien entretenues, obtiennent des rendements supérieurs (704 kg/ha contre 564 chez les Européens en 1959). A cette date, les villageois récoltent près du tiers de l'arabica du Kivu et l'importance de leurs jeunes plantations (44% de la superficie totale non encore en rapport), montre que la prééminence de l'agriculture européenne est menacée dans ce domaine. Le gouvernement colonial, qui supporte le prix d'installation élevé des colons européens, est de plus en plus favorable aux plantations villageoises: elles ne coûtent rien et peuvent dégager un surplus important par l'intermédiaire des offices de commercialisation qui fixent le prix d'achat des produits.

Au niveau de l'ensemble du Congo belge, les agriculteurs du Kivu comptent pour 2% de la population active européenne. Représentant le dixième des colons, qui ne sont eux-mêmes que 20% des actifs, ils forment une minorité dans la minorité, bien incapable de peser sur les décisions fondamentales de la fin des années 1950. Leur faiblesse est aussi celle du Kivu: à peine 9 % du produit intérieur brut de la colonie pour 15 % de la population. Le faible rang quantitatif de la région n'est pas rattrapé par la production d'une matière première essentielle. La Belgique recherche avant tout pour son industrie des produits de base que le Kivu ne possède pas. Si la région jouit d'un quasi-monopole pour l'arabica, celui-ci représente moins de 15% de la récolte globale de café de la colonie. Quant aux autres produits, ils sont à peine pris en considération.

En 1960, la province se trouve encore très isolée par rapport au monde extérieur. Les investissements insuffisants et mal utilisés des périodes antérieures l'ont dotée d'un chemin de fer inachevé et très onéreux dans la plaine de la Ruzizi, et d'un axe asphalté de 120 km Bukavu-Uvira, traversant en partie le Rwanda, donc incomplet pour le Congo à partir de 1960. Aucun axe de transport lourd n'a été construit entre le Kivu et le reste de la colonie. Les communications sont très lentes : 5 semaines et autant de transbordements par la moins incommode des voies vers l'Atlantique (Bukavu-Ilebo-Matadi). Un peu plus rapide (une dizaine de jours) le transit à travers l'Afrique orientale n'est pas fréquemment pratiqué pour des raisons politiques (priorité à la *voie nationale*). En fait, les communications du Kivu reposent sur des routes d'intérêt local ou provincial (*feeder lines*), conçues pour alimenter des axes d'une capacité d'écoulement supérieure (*trunk lines*) qui n'ont jamais été construits. Une partie du réseau (l'axe nord-sud, par exemple) travaille au-delà de ses dimensions. Mais les insuffisances structurelles sont tempérées par un entretien régulier qui assure un fonctionnement d'ensemble très convenable.

La brutalité des événements de 1960 remet tout en cause et fait mesurer la fragilité des progrès réalisés. Ayant souvent investi la plus grande partie de leur fortune dans le pays, les planteurs du Kivu sont moins prédisposés que d'autres à un départ massif. Mais la gravité des événements, qui ont entraîné à deux reprises l'évacuation de la totalité de la population européenne, est à l'origine d'un repli beaucoup plus massif que dans d'autres régions du pays. Trop jeune pour se passer de la tutelle publique, l'économie est paralysée par la désorganisation de l'administration et des services qui en dépendent. Et pendant près de 10 ans, on vit au jour le jour d'expédients divers. A partir de 1968, la situation se rétablit progressivement. En 1973, à la veille du nouveau coup que vont constituer les mesures de nationalisation, une agriculture *survivante*, bien différente de sa devancière des années 1950, fonctionne sans trop de heurts dans un environnement rétracté.

Il reste à peine une cinquantaine d'exploitants individuels. La plupart des plantations ont changé de mains et près de 40 % de la superficie concédée en 1960 (63000 ha) est officiellement abandonnée. La réalité est probablement supérieure à ce chiffre, de nombreux domaines étant dans un état proche de l'abandon. Dans les nouvelles structures agraires, on peut distinguer trois catégories d'exploitations.

1) *Les planteurs individuels* restés sur place ont dû accroître leur superficie: passage de 100 à 200 ha en moyenne pour les six exploitants de robusta de Béni, regroupement des plantations de thé pour mettre leur superficie en rapport avec la capacité minimale de l'usine (environ 300 à 400ha en récolte). Faute de capitaux et ne pouvant être très confiants dans l'avenir, les *anciens* ne sont pas allés au-delà d'un agrandissement rendu nécessaire par les conditions économiques, à l'exception d'un planteur de Rutshuru qui a eu les moyens et l'habileté de racheter près de 3000 ha. A ce groupe se sont ajoutés plusieurs commerçants enrichis, grecs ou asiatiques, qui ont investi leurs liquidités. Beaucoup de planteurs s'étant mis en société, il est difficile de mesurer leur importance: en 1973, ils représentent approximativement 30% de la superficie concédée à des particuliers avant 1960.

2) *Les sociétés* sont les grandes bénéficiaires des opérations de concentration: leur part passe de 30% de la superficie concédée en 1960 (en fait 14 %, car la moitié des concessions n'était pas du tout mise en valeur) à 70% de la superficie européenne de 1973. Disposant de temps et d'argent, elles ont pu choisir les meilleures plantations parmi les immenses surfaces disponibles : leurs appétits se sont portés principalement sur le thé (dans de nombreux cas elles avaient seules les moyens de remettre en état les usines) et le quinquina, où un groupe d'envergure internationale a acheté systématiquement et dans tout le sud-Kivu les plantations pouvant convenir à cette culture. De vastes ensembles se sont constitués: *Société Agricole du Mushari* (ex-*Giliwer*) avec 2500ha au lieu de 900 en 1960 ; *Plantations Lever au Zaïre*, 3 700 ha au lieu de 1700 ; et surtout *Bôhringer-Pharmakina*, 6400 ha rachetés sans position foncière de départ, mais avec le contrôle de la seule usine de transformation du quinquina en Afrique centrale. Artificiellement figées par la législation foncière coloniale, les structures agraires ont soudainement craqué. Mais l'arrivée en force des sociétés, qui n'était pas imprévisible, ne se traduit pas par un renforcement de l'économie locale. Les nouveaux acquéreurs profitent simplement d'une opportunité et n'ont nullement l'intention d'aller au-delà des engagements financiers strictement indispensables.

Au plan de la mise en valeur de la région, le recul est énorme. les jeunes plantations réalisées à la fin de la période coloniale dans les régions les plus éloignées ont été abandonnées les premières (plaines boisées de Beni, Mwenga, Walikale). Des périmètres entiers sont laissés en friche après la rupture d'un pont ou la détérioration sans remède d'une voie d'accès. La nécessaire construction d'un Kivu *en épaisseur* par le développement du versant occidental est compromise pour longtemps.

Une dernière catégorie d'exploitants de 272 planteurs zaïrois dispose de 28500 ha (18% de la surface concédée de 1960). Mais la valeur économique des plantations est sans rapport avec les superficies: une dizaine d'entreprises fonctionnent réellement. Les autres occupent des domaines semi-abandonnés en vertu d'une autorisation provisoire, qui ne leur donne aucun moyen matériel de relancer l'exploitation. D'une manière significative, la répartition géographique des plantations reprises par des nationaux épouse celle des domaines abandonnés: il s'agit du même secteur marginalisé par les nouvelles conditions économiques.

Les plantations subsistantes doivent affronter un environnement hostile: la désorganisation des circuits commerciaux et surtout des transports entraîne de fréquentes ruptures d'approvisionnement pour les produits courants, et une pénurie chronique pour tout le matériel spécialisé. L'OPAK⁷, qui fournissait une aide technique et commerciale précieuse, est devenu un rouage administratif parasitaire, coûteux en temps et en argent. Et surtout, la pénurie de main d'œuvre refait son apparition: peu élevés, les salaires versés (1,73FF /jour pour un ouvrier agricole non spécialisé) ont perdu une grande partie de leur pouvoir d'achat. De 1960 à 1972, le prix de la journée de travail a été multiplié par 8,65, celui de la bière de bananes par 11,43 et ceux des produits fabriqués vendus sur le marché urbain par 10 ou par 15. Acheminés par des moyens rudimentaires et irréguliers, ils atteignent en brousse un prix prohibitif.

Bien que le nombre d'emplois salariés ait beaucoup diminué, on comprend que ceux qui subsistent dans l'agriculture ne suscitent pas beaucoup de candidatures. Le cercle vicieux qu'on commençait à voir disparaître dans les dernières années de la colonisation s'est reconstitué sous une autre forme; si l'insécurité dans les campagnes, due aux exactions des autorités coutumières et administratives, ne permet pas de jouir d'un revenu monétaire durement acquis, elle contribue à maintenir un certain flux de main-d'œuvre venant travailler pour payer des amendes et les impôts. On retrouve ainsi le circuit monétaire forcé qui prévalait au début de l'ère coloniale. De nombreux planteurs sont dans l'incapacité de consentir des augmentations de salaire substantielles, mais ceux qui pourraient le faire (dans le quinquina par exemple) s'en abstiennent et comptent sur la dureté des temps pour canaliser vers leurs domaines une population opprimée.

Les tentatives de sécession et les troubles ont vite désorganisé un réseau fragile qui ne pouvait se passer d'entretien permanent. Le système reposait en grande partie sur la vitesse d'intervention des cantonniers, échelonnés en campements le long des pistes. Ils se sont dispersés après plusieurs mois de travaux impayés, et leur organisation n'a jamais pu être reconstituée. La plupart des destructions dues aux opérations militaires n'ont jamais été réparées. Une grande partie du réseau, notamment les pistes d'intérêt local, a aujourd'hui disparu, dissout dans le paysage forestier. Si l'axe nord-sud, terriblement détérioré, n'est jamais coupé plus de quelques jours par an, toutes les transversales est-ouest ont cessé de fonctionner. Aucun transport intérieur de marchandises ne peut être assuré dans les délais normaux. Quant aux prix ils deviennent insupportables, sans oublier les effets pervers engendrés par la pénurie.

L'ensemble du trafic international a pris le chemin de l'océan Indien. Les produits du nord sont acheminés par camion jusqu'à Kasese, terminus du chemin de fer ougando-kenyan vers Mombasa (au total, à partir de Goma 1873 km en 8 à 10 jours). Au sud, il faut rejoindre les ports du Tanganyika (Uvira-Kalundu ou Bujumbura), traverser le lac jusqu'à Kigoma et prendre le chemin de fer transtanzanien vers Dar es Salaam (total à partir de Bukavu, 1610 km en 6 à 8 jours). L'accès à la façade orientale, plus proche et plus commode pour le Kivu que

⁷ Office des Produits Agricoles du Kivu.

Matadi ou Lobito, a beaucoup contribué au maintien du courant d'échanges indispensable à la vie de la région. Depuis 1972, tout est à nouveau remis en cause: l'insécurité qui règne en Ouganda et les événements d'Afrique australe ont reporté sur Dar es Salaam, surchargé, une partie du trafic rwandais, zairois et même zambien. En plein centre du continent, le Kivu est devenu une sorte d'archipel qui maintient à grand peine les liaisons entre ses différentes composantes et doit se contenter de relations aléatoires avec le reste du monde.

Faute de séries statistiques concordantes, l'évolution de la production agricole est difficile à retracer. La récolte européenne d'arabica baisse fortement: de 6000 t en 1959 à 3200 en 1971, dont plus de 2000 t pour les domaines de Katale, près de Rutshuru. Le recul n'est pas seulement quantitatif: vieillissement des arbres, abandon des méthodes modernes quand elles étaient pratiquées et donc baisse des rendements. L'environnement économique local, la conjoncture internationale, ne sont pas favorables à la structure domaniale. De plus aucun impératif technique ne la justifie. Au contraire, la caféiculture continue de progresser en milieu villageois, qui assure maintenant plus de la moitié de la production (60% en 1971 au lieu de 22% en 1959 pour les petits planteurs du nord-Kivu).

En essor très rapide avant l'indépendance, le thé a continué sa progression, mais à un rythme moins soutenu: 3,6 %/an pour la superficie plantée de 1959 à 1972. Bénéficiant des importants programmes de plantation réalisés avant 1960, et de la montée en rendement des arbres, la production a augmenté plus rapidement encore: 7,7 %/an de 1959 à 1972 soit 13200 t à cette date. Ainsi, les investissements très importants effectués à la fin de la période coloniale n'ont pas été perdus. Les sociétés ont relayé les planteurs défailants, entraînant une concentration des exploitations autour des usines (23 en 1972 au lieu de 15 en 1959). La répartition géographique a été modifiée. Autrefois prépondérant, le nord connaît des difficultés à partir de 1960, à cause de son climat, excellent pour le thé, mais détestable pour le réseau routier (700 ha et une usine ont été abandonnés dans l'Oso et 460 ha au lac Mokoto). Par contre, le sud, où les conditions naturelles sont moins favorables (durée de la saison sèche) a tiré parti de sa situation géographique (proche de l'axe central) et de la reconversion des plantations d'arabica du Ngweshe. Au total, la part du nord recule de 70 à 61 % entre 1958 et 1972.

Si les rendements se sont fortement accrus (de 1150 à 1400 kg de thé sec/ha au nord, de 400 à 1150 au sud), la qualité de la récolte ne s'est pas améliorée. Mal gérées, les usines gouvernementales, qui obtenaient les meilleurs résultats avant l'indépendance, fabriquent aujourd'hui un thé de qualité insuffisante. Quant aux usiniers privés, ils obtiennent un produit inégal, suivant l'état de leurs installations. Globalement, le thé du Kivu est au-dessous des normes exigées sur le marché de référence de Londres; en 1972, la situation était la suivante :

COMPOSITION DE LA PRODUCTION EN 1972

	Kivu 1972	Norme
Qualité supérieure I	7.6	20
Qualité supérieure II	37.6	40
Qualité moyenne	28.0	25
Qualité inférieure	26.8	15
total	100.0	100

Ayant des frais de productions et surtout d'exportation élevés, les planteurs ont intérêt à valoriser au maximum leur récolte afin de la placer sur les marchés les plus rémunérateurs. S'ils n'y parviennent pas, ils doivent se rabattre sur des clients moins sensibles à la qualité, mais à des prix qui couvrent à peine leurs frais.

Cette mauvaise adaptation au marché n'est pas le seul handicap de la théiculture où les contraintes techniques (impératifs réciproques du couple plantation/usine, impossibilité de pratiquer une culture extensive) ont maintenu et renforcé le grand domaine, contrairement à ce qui s'est produit pour le café. Mais la survie ou le développement dans un milieu économique hostile reste fragile: une panne de l'usine (ce qui est difficile à éviter compte tenu de la pénurie de pièces de rechange) et la cueillette est perdue. Il faut pourtant la poursuivre car l'arbre non récolté monte, et doit ensuite être retaillé à la base, ce qui fait perdre un an de production. Ce processus de dégradation s'est engagé dans de nombreuses plantations à la suite des mesures d'africanisation de 1974 et a fait baisser la production de moitié l'année suivante.

En voie de disparition en 1960, le quinquina a connu une renaissance spectaculaire avec le redressement des cours. La possession de l'usine de quinine de Bukavu, rachetée au gouvernement colonial en 1957, permet à la firme Böhlinger-Pharmakina de contrôler l'ensemble de la production du Kivu : celle de ses propres plantations (52 % de la surface plantée) et celle des autres, qui ne peuvent légalement exporter directement leur production⁸. Malgré la modicité du prix d'achat payé par Pharmakina, le quinquina est de très loin la culture la plus intéressante pour le planteur: pour 1972, son revenu brut à l'ha s'élevait à 3600 FF (à 6% de QAA) contre 1260 F pour le thé (rendement moyen 1 260 kg/ha) et 1470 F pour le café arabica (rendement moyen 600 kg/ha). Les 2500 ha plantés de 1972 ont produit 1500 t d'écorces séchées. Compte tenu des méthodes de culture (abattage progressif des arbres) le rendement obtenu (610 kg/ha) n'est pas très significatif. Les plantations sont surtout regroupées au sud (zones de Kalehe, Kabare et Walungu), à proximité de l'usine de Bukavu. L'organisation du marché international, contrôlé presque exclusivement par trois firmes, dont Böhlinger, est la cause de cette structure de production très concentrée, que n'impose aucun impératif technique: le quinquina pourrait être facilement cultivé en milieu villageois (qui n'en détenait en 1972 que 262ha). La rentabilité actuelle de la culture favorise sa diffusion parmi les grands planteurs, qui en ont pour compenser leurs déboires ailleurs. En 1973, Pharmakina a eu assez d'influence pour échapper à la nationalisation. Elle continue donc de contrôler la production la plus rémunératrice du Kivu.

4. Perspectives d'évolution économique du Kivu

Avant les mesures d'africanisation et le déclin qu'elles ont provoqué, l'agriculture constituait toujours le premier secteur d'activité du Kivu: 25% de la production brute, 50% du secteur directement productif. Les plantations européennes réalisaient alors 65,5% de la récolte en valeur avant transformation: café, 30,5% ; thé, 89,5% ; quinquina, 95 %. Par rapport aux chiffres de 1957, l'agriculture a accru sa position relative vis-à-vis des autres secteurs et notamment des mines, en déclin plus accentué. Dans l'économie sinistrée du Kivu, même après la perte d'une grande partie de sa capacité de production, elle ne fait pas trop mauvaise figure.

La situation de l'agriculture traditionnelle est plus difficile à apprécier. Trois secteurs, strictement localisés, établissent le contact avec le monde extérieur: l'agriculture villageoise de plantations du nord; les prestations de main-d'œuvre sur les plantations européennes; les exportations de produits vivriers.

Les caféiculteurs du nord-Kivu reçoivent les 9/10^e du revenu procuré par les plantations villageoises (34,5 % de la valeur avant transformation de la récolte totale café-thé-quinquina), ce qui peut procurer un revenu par tête de 37 à 42 FF/an pour 370 à 420000 personnes. Dans les plantations de thé remises en état par le Fond Européen de Développement (FED), les exploitants obtiennent un revenu plus bas

⁸ Les écorces d'une teneur en QAA (quinine alcaloïde anhydre) inférieure à 7,5% doivent être usinées sur place. Elles représentaient 71 % de la production des indépendants en 1971.

encore: 120 F par parcelle de 0,25 ha soit 15 à 20 F par tête et par an (40 à 50 F quand le rendement aura atteint la moyenne du Kivu (1260 kg/ha) Au total, près du quart de la population des Hautes Terres (440000 h sur 2 millions) pourrait percevoir un revenu provenant des plantations villageoises.

Le tiers du revenu brut de l'agriculture européenne avant transformation, (1,1 million de zaïres sur 3,3) est distribué à la main-d'œuvre agricole, en contrepartie des 5,7 millions de journées de travail fournies. En évaluant le revenu d'un père de 3 enfants à 2,40 F/jour (allocations familiales comprises) pendant 100 jours/an, on obtient 48 F par tête et par an pour 240000 personnes environ .

Enfin, la région fournit une partie du ravitaillement urbain. Les produits de l'agriculture tempérée du Nord-Kivu (légumes, fraises, pommes de terre) sont expédiés à partir de Goma par avion-cargo sur la capitale. La modestie des prix payés aux producteurs et la capacité des avions limitent fortement l'impact monétaire de l'opération sur le milieu villageois. Au sud, les ventes de produits vivriers n'ont qu'un débouché, la ville du Bukavu. Une quantité inconnue de produits de base (manioc doux, haricots, patates douces, pommes de terre) et de fruits et légumes est ainsi acheminée irrégulièrement vers le chef-lieu. Mais la principale spéculation de la région est le bananier: à Bushumba, les 1700 litres, commercialisés par exploitation apportent environ 50 F par tête et par an⁹. En évaluant la consommation urbaine à 5 litres par adulte et par semaine la ville de Bukavu apporterait un revenu monétaire global de 483000 zaïres à 96000 personnes.

Au total et sans tenir compte des doubles emplois, 830000 agriculteurs auraient accès au circuit monétaire avec un revenu moyen par tête et par an de 40 à 50 F. Près de 1,2 million de personnes paraissent confinées dans des échanges internes à la sphère traditionnelle et on ne voit pas ce qui pourrait leur apporter un revenu monétaire régulier, ce qui fait tomber le revenu monétaire moyen annuel pour tous les ruraux des Hautes Terres à moins de 20 F /tête¹⁰,

Très faiblement engagée dans le circuit monétaire, l'agriculture traditionnelle pouvait au moins compter sur un système de culture efficace, en équilibre avec les potentialités du milieu: malheureusement, l'accélération de la croissance démographique a tout remis en cause. En 1958, les estimations d'Anatole Romaniuk¹¹ retiennent pour le Kivu un taux de croissance naturelle inférieure à 1,75%, très proche de la moyenne nationale (1.74 %), En effet, le fort taux de natalité (55 à 60 ‰ au Bushi en 1958, record du Zaïre) est compensé par une mortalité très élevée (38,3 ‰ au sud-Kivu, 4 enfants sur 10 mourant avant 5 ans),

Ces chiffres reflètent bien la situation passée du Kivu, car Bushumba a déjà un taux d'accroissement plus rapide: 3,2 % en 1960. C'est ce dernier exemple qui semble s'être généralisé depuis l'indépendance: malgré les guerres et la réduction de l'encadrement médical, la population du Kivu s'est accrue de 45% depuis 1958, ce qui correspond à un taux annuel d'environ 3 %, Faute d'un exutoire, la croissance a entraîné un entassement sur des terroirs déjà surchargés. Et contrairement aux poussées antérieures, celle de la dernière décennie a atteint ou dépassé les limites d'un système agraire qui avait pourtant fait preuve d'une capacité d'absorption

⁹ Il ne s'agit que d'une partie de la production: avec 5650 litres/an un hectare de bananiers à bière pourrait rapporter 1610F (café arabica 1470F). Actuellement, l'exploitant qui ne commercialise que 38% de sa production (proportion moyenne constatée à Bushumba) reçoit 615 F/ha, tandis que les plantations villageoises de thé, qui demandent beaucoup plus de travail, n'ont rapporté en 1972 qu'une moyenne de 480 F/ha. Ceci contribue à expliquer le faible intérêt des habitants du sud pour les cultures d'exportation.

¹⁰ D'après une estimation réalisée par Léon de St Moulin ((Répartition par région du Produit intérieur brut zaïrois in «Zaïre Afrique», Kinshasa, mars 1973).

¹¹ Anatole Romaniuk La fécondité des populations congolaises IRES. Mouton, Paris 1967.

élevée. Le déséquilibre atteint surtout les deux zones les plus denses: Bushi et Bunande.

Si l'on applique au terroir de Bushumba l'augmentation de 45 %¹², le sommet plat des collines, qui porte les sols les plus fertiles et les mieux protégés de l'érosion, n'est plus assez étendu. Par suite de l'augmentation des besoins (autoconsommation et vente) et de l'abrogation des limites imposées par l'autorité coloniale, la bananeraie tend à couvrir toute la partie centrale et les cultures vivrières se trouvent rejetées à la périphérie, envahissant les premières pentes et les exposant aux ravages de l'érosion. L'occupation à peu près intégrale du *kalinzi* par la bananeraie reporte les cultures annuelles sur des terres de statut précaire, où les usufructiers n'ont aucun intérêt à effectuer les travaux de défense qu'imposent la situation topographique et la vulnérabilité à l'érosion des cultures sarclées. On assiste ainsi à une inversion des vocations culturales: plante améliorante, le bananier conviendrait bien aux premières pentes et pourrait même contribuer à rétablir leur fertilité. Par contre, les cultures vivrières trouveraient sur la partie sommitale un terroir moins vulnérable et de qualité excellente. Le processus actuel est désastreux, et entraîne le système de culture vers une décadence de plus en plus rapide. Déjà trop nombreux en 1958, le bétail achève de dégrader les dernières pentes incultes.

Face à une population qui augmente sans cesse, l'écart se creuse entre la production et les besoins. La recherche d'une quantité de nourriture plus élevée conduit les exploitants à réduire la part du haricot (et donc à saper le pivot de leur système) au profit du manioc, peu adapté au climat, mais produisant plus. Déjà peu fourni en protéines, à peu près totalement dépourvu de corps gras, le régime alimentaire des ruraux se dégrade de plus en plus: la proportion d'enfants atteints de *kwashiorkor* (appelé au Kivu *bwaki*) s'élève constamment.

La pénurie de terres n'est pas sans répercussions sociales; en 1958 à Bushumba, il y avait déjà une majorité de paysans sans terre (56% du total) en position de clientèle par rapport à 58% de l'effectif des tenanciers libres. Leur position précaire s'est beaucoup détériorée: l'accès à la terre est de plus en plus onéreux et la compétition foncière incite les notables et les tenanciers à céder au plus offrant. Une proportion croissante de la population rurale est ainsi réduite à une condition sans espoir.

Les deux noyaux les plus peuplés du Kivu d'altitude assistent impuissants à un amoindrissement régulier de leurs moyens d'existence. Si cette dégradation touche inégalement les strates sociales, elle met en péril l'ensemble du système. Aucune amélioration quantitative ne peut être obtenue avant qu'une solution ne soit apportée au problème démographique. Et il ne s'agit pas seulement d'atténuer ou de stopper la croissance. Il faut trouver un exutoire à une proportion appréciable de la population, afin de dégager des terres pour rétablir la situation de la fraction restée sur place. Fort heureusement pour lui et contrairement à ses deux voisins de l'est, le Kivu dispose en abondance de terres inoccupées. Mais il est grand temps de les mettre en valeur et de donner enfin à la région cette *épaisseur* en longitude qui lui fait cruellement défaut.

Aujourd'hui, le Kivu est frappé par une double crise: à la dislocation de l'économie d'échanges s'ajoute l'inexorable dégradation du milieu traditionnel. Face à un avenir menaçant, la région dispose de moyens d'actions extrêmement limités. La remise en

¹² Le chiffre est difficile à calculer: le maintien du ratio de 1958 (1ha pour 5 habitants) entraîne la mise en culture de 65 % des disponibilités, réduisant d'autant les superficies en jachère, à moins de reporter une partie des cultures sur les 95 ha de fortes pentes, considérés comme inutilisables en 1958. Le seuil de saturation paraît en tout état de cause franchi et la dégradation du système agraire amorcée.

place d'une économie ouverte et la nécessaire mise en valeur du versant occidental, sont avant tout strictement subordonnés à deux impératifs:

- la restauration de structures administratives en état de répondre aux besoins de la population et des entreprises;
- la remise en état des communications. A partir d'un axe asphalté nord-sud Beni-Uvira pourront se greffer des routes secondaires à revêtir au fur et à mesure des besoins.

La création d'une voie utilisable pour le transport lourd entre le Kivu et le reste de la République s'impose avec la même urgence qu'à l'époque du plan décennal¹³ ; les 200 km réalisés entre Bukavu et Kisangani attendent leur complément. C'est vital pour le Kivu, qui réclame cette ouverture depuis un demi-siècle. Mais la modernisation du réseau de transport ne résoudra pas tout: il restera toujours plusieurs milliers de km à parcourir pour atteindre l'océan, handicap important face à la concurrence des pays côtiers. La région a donc intérêt à produire sur place ce dont elle a besoin quand c'est possible. et à valoriser au maximum ses exportations afin d'abaisser la part relative au transport qui restera toujours trop élevée.

Qui serait susceptible de participer à une tâche de cette ampleur ? Le capital privé a toujours été défaillant. Si l'État dépense des sommes importantes dans la région, elles sont avant tout affectées au budget de fonctionnement. Le Kivu peut bénéficier de crédits d'équipement pour des opérations ponctuelles d'intérêt général (tourisme et aménagements périphériques), quelques travaux d'infrastructure comme l'axe Bukavu-Kisangani. Mais la région n'est pas en état de faire passer la solution de ses problèmes au niveau des priorités nationales et doit donc compter avant tout sur elle-même.

Seul secteur à produire pour l'extérieur, l'agriculture de plantation peut être orientée vers la mobilisation d'un surplus. Si l'avenir des grandes plantations de café est difficile à percevoir, tout plaide en faveur d'une multiplication des parcelles villageoises: faiblesse des investissements nécessaires, répartition relativement équitable du revenu produit, succès constant dans le nord. Dans la théiculture, les grands domaines ont fait preuve de leur vitalité et le processus de production impose toujours un certain niveau de concentration géographique et financière. Les installations existantes disposent d'une importante capacité d'usinage inemployée, qui pourrait être rentabilisée par de nouvelles plantations, industrielles ou villageoises, établies à proximité des blocs existants. Au-delà de cette politique de densification, la création de nouveaux périmètres exige des investissements élevés¹⁴ assez longs à amortir. Leur impact géographique se limite aux environs de l'usine, ce qui n'est pas favorable à une diffusion généralisée des revenus.

C'est dans le secteur du quinquina que des changements sont le plus nécessaires: hautement rentable, cette culture est loin de servir l'économie locale autant qu'elle le pourrait. D'une part, les prix pratiqués par Pharmakina privent le pays d'un apport en devises et d'une plus-value considérables. D'autre part, la concentration financière des plantations réduit à peu de chose la redistribution des revenus en milieu villageois. Nous touchons là à un problème politique lié à l'évolution du rapport de forces entre le gouvernement et Pharmakina. La société dispose de la compétence technique et de la maîtrise du circuit de commercialisation, ce qui suffit à compromettre les chances d'une éventuelle nationalisation. Une grande prudence est donc nécessaire pour ne pas étrangler une activité essentielle.

¹³ *Plan d'équipement établi en 1948 par les autorités coloniales. L'axe Bukavu-Kisangani y figurait en première priorité.*

¹⁴ *Ceci ne concerne pas les investissements réalisés par un organisme extérieur comme le FED (cf plan de relance de la théiculture au Kivu en cours de réalisation).*

Mais Pharmakina gagne tant d'argent au Kivu qu'elle peut accepter de s'y maintenir dans des conditions moins exceptionnelles, tout en lui restant très favorables. De plus, il est certainement possible, au besoin avec l'aide des concurrents de Pharmakina, de créer des plantations villageoises. Susceptible de rapporter autant, sinon plus que la bière de bananes, le quinquina est apte à vaincre les réticences des agriculteurs du Bushi (liées au mauvais souvenir des cultures obligatoires et à un calcul économique café/bananier à bière qui joue incontestablement en faveur du second). Enfin, d'autres cultures peuvent être lancées ou relancées, comme le pyrèthre.

Néanmoins, une politique de développement axée sur les cultures d'exportation comporte de nombreux aléas. L'augmentation de la production n'est pas toujours payante en proportion des investissements consentis. Hautement souhaitable, le mouvement de redistribution monétaire par l'intermédiaire des plantations villageoises doit avoir sa contrepartie; les importations étant trop coûteuses, il faut mettre le potentiel local en état de répondre efficacement à la demande.

Mais l'économie disloquée du Kivu n'a pas les moyens de le faire sans une mise de fonds importante. Ainsi, le développement fondé sur les exportations de produits agricoles trouve rapidement ses limites en ce qui concerne la région. Il peut apporter une aide décisive en soldant les inévitables exportations, mais la disproportion est trop grande entre la fragilité de l'agriculture commerciale et l'énorme poids du milieu traditionnel à ébranler.

Trop lourde pour pouvoir être mise en mouvement par une force extérieure, l'agriculture traditionnelle doit se mettre en marche par elle-même et pour elle-même, avec le seul stimulant extérieur de l'agriculture de plantation et du marché urbain. On peut aussi rester sceptique sur les aptitudes d'un système aussi rétracté à susciter des flux internes. Mais toutes les autres solutions ont échoué.

Une bonne partie du terroir peut fournir une production vivrière et animale supérieure aux besoins qui peut trouver un débouché à l'intérieur du monde rural lui-même : entretien d'une population non agricole apte à fabriquer des objets de consommation courante ou à effectuer des travaux d'intérêt général. Une partie du marché urbain, actuellement approvisionné par des importations, peut être conquis: quelle région d'altitude dispose d'un arrière-pays tropical plus étendu, où ses produits *tempérés* (fruits et légumes, viande) n'ont pas de concurrence ? Même en se limitant à des échanges à courte distance avec le bas-pays (plaine de la Ruzizi ou Maniéma), les paysans du Kivu pourraient améliorer notablement leurs conditions de vie par l'acquisition de produits de consommation courante (oléagineux, sucre, coton) dont ils sont actuellement totalement dépourvus. En allégeant la pression de l'homme sur l'espace, la création de nouveaux périmètres agricoles dans les régions faiblement peuplées (épaulée par les excédents vivriers des autres zones) est porteuse d'autres surplus, et permettra de rétablir la situation dans les deux noyaux denses, alors déchargés d'une partie de leurs habitants.

Même si elle est servie par une continuité historique dont le Kivu a été loin de bénéficier jusqu'à présent, l'évolution des hautes terres vers le développement semble devoir être lente et difficile. L'avenir est à l'image des conditions naturelles: les contraintes sont très fortes et dures à surmonter, mais le pays est loin d'être dépourvu de potentialités.